

ASSOCIATION FRANCAISE DE DROIT DE LA SANTE

STATUTS

I -BUT ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Article 1

Il est créé, conformément à la loi de 1901, une association dénommée :
Association Française de Droit de la Santé, (A.F.D.S.).
Sa durée est illimitée.

Elle a son siège social au 31, rue Madame, 75 006, PARIS.

Article 2

L'Association Française de Droit de la Santé a pour objet :

- de permettre les contacts entre juristes d'expression française s'intéressant au droit de la santé et d'organiser des relations avec les milieux professionnels et les juristes étrangers concernés ;
- de promouvoir l'étude et la recherche de toutes questions concernant le droit de la santé, notamment en facilitant la constitution d'équipes de recherche ;
- d'assurer le développement scientifique du droit de la santé dans les enseignements et les recherches.
- de réaliser des actions de formation.

A cette fin, l'Association Française de Droit de la Santé pourra organiser des conférences, rencontres et colloques et, assurer des publications.

Article 3

L'association ne comprend que des membres titulaires, personnes physiques, personnes morales ou organismes spécifiques rattachés. Le nombre des membres de l'association n'est pas limité.

Article 4

Sont membres de l'association :

- les membres fondateurs,
- les personnes physiques ou morales qui sont admises es qualité par décision du conseil d'administration prise à la majorité des 2/3 de ses membres et l'enseignement du droit de la santé qui sont admis dans les mêmes conditions.

La qualité de membre de l'association se perd :

- par la démission,
- par l'exclusion prononcée par le conseil d'administration à la majorité des deux tiers des voix, après que le membre concerné ait été mis en mesure de faire valoir ses droits en défense.

L'exclusion ne deviendra définitive qu'après avoir été ratifiée par l'assemblée générale.

Article 5

Les membres paient une cotisation annuelle dont le montant est fixé par le conseil d'administration. Le montant de la cotisation est différent selon qu'il s'agit d'une personne physique, d'une personne morale ou d'un organisme d'enseignement et de recherches.

II- CONSEIL D'ADMINISTRATION ET BUREAU

Article 6

L'association est administrée par un conseil composé de quinze administrateurs choisis parmi les membres et élus par l'assemblée générale pour un mandat de trois ans renouvelable.

Article 7

Le conseil d'administration nomme pour trois ans parmi ses membres, un président, deux vice-présidents, un secrétaire général, un secrétaire général adjoint et un trésorier qui constituent ensemble le bureau de l'association.

Article 8

Les élections se font au scrutin secret à la majorité absolue des membres présents ou représentés tant de l'assemblée générale que du conseil d'administration. Au deuxième tour, la majorité relative suffit.

En cas de vacance, le conseil a la possibilité de pourvoir au remplacement de ses membres. Le remplacement définitif aura lieu à la première assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'époque où devrait normalement expirer le mandat des membres.

Article 9

En l'absence du président, ses fonctions sont exercées par l'un des vice-présidents.

Article 10

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, au moins une fois par an et chaque fois que cela est nécessaire au bon fonctionnement de l'association.

Il se réunit également lorsque la demande en est faite par le tiers des personnes qui le composent.

Il ne peut statuer que si le tiers au moins de ses membres sont présents ou représentés. Chaque membre peut au maximum être titulaire de deux mandats de représentation de membres absents.

Le conseil prend ses décisions à la majorité simple des voix émises par ses membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Il est tenu procès verbal des séances.

Article 11

Le conseil est chargé de la gestion et de l'administration de l'association. Il mène l'action de l'association conformément à la politique générale définie par l'assemblée ; il détermine notamment les thèmes des colloques, les projets de recherche, il organise et assure les publications de l'association.

Le conseil statue sur toutes les affaires concernant l'administration de l'association ; il peut entre autres, recevoir tous les paiements et en exiger toutes les quittances ou recevoir tous les dépôts, consentir et constituer tous emprunts et avances, subrogations et cautionnements, acquérir ou aliéner tous biens meubles et immeubles ainsi que prendre et céder à bail, même pour plus de neuf ans hypothéquer les immeubles sociaux, accepter et recevoir subsides et subventions ainsi que tous legs, donations et transferts, plaider tant en demande qu'en défense devant toute juridiction exécuter tous jugements, transiger et compromettre si nécessaire.

Article 12

Le bureau est l'organe exécutif de l'association ; à ce titre il prépare, exécute les décisions du conseil et assure l'administration courante de l'association.

Il peut en outre, délibérer sur toute matière pour laquelle le conseil d'administration lui aura donné délégation.

Article 13

Le président et le secrétaire général devront nécessairement signer tous deux les actes des engagements financiers ne relevant pas de la gestion courante.

Article 14

Les membres de l'association ne peuvent recevoir aucune rétribution en raison des fonctions qui leur sont confiées. Ils ont cependant droit au remboursement de leurs frais.

III - L'ASSEMBLEE GENERALE

Article 15

L'assemblée générale est l'organe souverain de l'association.

Elle détermine la politique générale de l'association, se prononce sur la modification des statuts, la nomination et la révocation des administrateurs, la désignation des commissaires visés à l'article 18 ci-après ; elle approuve les comptes de l'exercice clos, elle vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement du conseil.

Le bureau de l'assemblée générale est celui du conseil d'administration.
L'assemblée est présidée par le président de l'association.

Article 16

L'assemblée générale comprend tous les membres de l'association.

Chacune des personnes morales et chacun des organismes ou groupements membres de l'association ne peuvent être représentés à l'assemblée générale que par un seul délégué.

L'assemblée se réunit au moins une fois par an, chaque fois qu'elle est convoquée par le bureau de l'association et lorsqu'un tiers des membres, au moins, en font la demande.

L'assemblée se tient au jour et heure mentionnés dans la convocation envoyée par le secrétaire général au nom du bureau par lettre ordinaire adressée à tous les membres, au moins quinze jours avant la date prévue.

L'ordre du jour est mentionné dans la convocation.

Article 17

L'assemblée délibère d'abord sur l'ordre du jour puis examine les questions diverses soulevées en cours de séance.

Chaque membre présent peut détenir au maximum trois procurations émanant de membres empêchés. Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions sont acquises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Article 18

Chaque année l'assemblée générale désigne un ou deux commissaires nommés pour un an, chargés de vérifier les comptes de l'association. Leur mandat est renouvelable.

IV- COMPTES ANNUELS ET BUDGET

Article 19

Chaque année, au 31 décembre, le trésorier établit le relevé des comptes de l'année écoulée et le budget du prochain exercice. L'un et l'autre sont soumis par le conseil d'administration à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire la plus rapprochée.

Article 20

Les recettes de l'association se composent :

- 1) des cotisations et souscriptions de ses membres,
- 2) des apports en nature ou en espèces effectués par les membres,
- 3) des subventions de l'Etat, des collectivités locales et des organismes privés et publics,
- 4) des dons autorisés par la législation en vigueur,
- 5) des produits des manifestations et publications,
- 6) des revenus et taxes éventuellement perçus par l'association.

Article 21

Il est tenu une comptabilité par recettes et dépenses conformément au plan comptable.

Article 22

Les commissaires habilités, conformément aux présents statuts, vérifient les comptes de l'association et présentent un rapport à l'assemblée générale.

V - REGLEMENT INTERIEUR

Article 23

Un règlement intérieur est élaboré par le bureau et adopté par l'assemblée générale à la majorité absolue des membres présents et représentés.

VI - MODIFICATIONS DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 24

La modification des statuts et la dissolution de l'association sont soumises à une assemblée générale extraordinaire.

Le conseil d'administration convoque l'assemblée générale extraordinaire et fixe son ordre du jour, soit à sa propre initiative, soit à la demande du tiers des sociétaires.

Article 25

Les statuts ne peuvent être modifiés que si la moitié des membres de l'association est présente ou représentée; si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, à un mois d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 26

L'assemblée générale extraordinaire ne peut prononcer la dissolution de l'association que si les deux tiers de ses membres sont présents ou représentés.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'assemblée est convoquée de nouveau, à un mois au moins d'intervalle et, cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 27

En cas de dissolution l'assemblée générale désigne un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

Article 28

Dans tous les cas de dissolution, volontaire ou judiciaire, à quelque moment et pour quelque cause que ce soit, l'actif net sera affecté à une ou plusieurs associations dont le but et l'objet sont analogues à ceux de l'Association Française de Droit de la Santé.

le Président :
Anne LAUDE

le Secrétaire général :
Guillaume ROUSSET